

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

F. 91 — 521

## COUR D'ARBITRAGE

Arrêt n° 1/91 du 7 février 1991

Numéros du rôle : 195 et 197

*En cause* : les recours en annulation partielle ou totale des articles 3, 10 et 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, introduits par l'Exécutif de la Communauté française et par l'Exécutif flamand

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents J. Delva et I. Pétry  
et des juges D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. François et P. Martens,  
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,  
présidée par le président I. Pétry,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

## I. OBJET DE LA DEMANDE

Par requête du 8 juin 1990, adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour, l'Exécutif de la Communauté française demande l'annulation des articles 3, 10, alinéa 2, et 11, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, ainsi que des autres dispositions de la même loi dans la mesure où elles sont indissociables des articles précités et où elles sont affectées des mêmes excès de compétence. Cette affaire est inscrite sous le n° 195 du rôle.

Par requête du 14 juin 1990, adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour, l'Exécutif flamand demande l'annulation des articles 3, 10 et 11 de la loi du 30 juillet 1979 précitée, dans la mesure où ces dispositions concernent la radiodiffusion et la télévision. Cette affaire est inscrite sous le n° 197 du rôle.

## II. LA PROCEDURE

## 1. Dans l'affaire n° 195

Par ordonnance du 11 juin 1990, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs D. André et F. Debaedts ont estimé en date du 15 juin 1990 qu'il n'y avait pas lieu de faire application, en l'affaire, des articles 71 et suivants de la précitée loi spéciale, organique de la Cour.

## 2. Dans l'affaire n° 197

Par ordonnance du 19 juin 1990, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs I. Pétry et L. De Grève ont estimé en date du 27 juin 1990 qu'il n'y avait pas lieu de faire application, en la cause, des articles 71 et suivants de la loi organique de la Cour.

## 3. Dans les affaires n°s 195 et 197

Par ordonnance du 5 juillet 1990, la Cour a joint les affaires.

Par l'effet de l'article 100 de la loi organique de la Cour, les affaires jointes sont examinées par le siège saisi le premier, et les juges-rapporteurs sont ceux qui, conformément à l'article 68, sont désignés pour la première affaire.

L'ordonnance de jonction et les recours ont été notifiés conformément aux articles 100 et 76 de la loi organique de la Cour par lettres recommandées à la poste le 5 septembre 1990 remises aux destinataires le 10 septembre 1990.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique de la Cour a été publié au *Moniteur belge* du 7 septembre 1990.

L'Exécutif de la Communauté germanophone a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 16 octobre 1990.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 22 octobre 1990.

Copies de ces mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 26 octobre 1990 remises aux destinataires le 29 octobre 1990.

L'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 6 novembre 1990.

Par ordonnance du 28 novembre 1990, la Cour a prorogé le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu, jusqu'au 8 juin 1991.

Par ordonnance du 19 décembre 1990, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 17 janvier 1991.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 24 décembre 1990 et remises aux destinataires le 27 décembre 1990.

Par ordonnance du 18 janvier 1991, le juge P. Martens a été désigné comme membre du siège en remplacement du juge I. Pétry, choisie en qualité de président de la Cour en date du 14 janvier 1991.

A l'audience du 17 janvier 1991 :

— ont comparu :

Me G. Uyttendaele, avocat du barreau de Bruxelles, loco Mes P. Legros et M. Uyttendaele, avocats du même barreau, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19 A-D, 1040 Bruxelles;

Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles;

Me E. Marissens, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

Me G. Uyttendaele loco Me P. Legros, pour l'Exécutif de la Communauté germanophone, Klötzerbahn 32, 4700 Eupen;

- les juges D. André et F. Debaedts ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

### III. EN DROIT

A.1. L'Exécutif de la Communauté française, requérant dans l'affaire inscrite au numéro 195 du rôle de la Cour et l'Exécutif flamand, requérant dans l'affaire inscrite au numéro 197 du rôle rappellent que c'est en application des articles 1<sup>er</sup>, 2, 1<sup>o</sup> et 4, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage qu'ils ont introduit leurs requêtes postulant l'annulation des articles 3, 10, alinéa 2, et 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. Un nouveau délai de six mois s'est ouvert en effet à la suite de l'arrêt n<sup>o</sup> 7/90 du 25 janvier 1990 par lequel la Cour constatait et disait pour droit, en réponse à une question préjudicielle, l'inconstitutionnalité de ces dispositions.

A.2. Les requêtes font leurs les considérants 2.B.2. et 2.B.3. de l'arrêt précité du 25 janvier 1990 et en font une application à chacun des dispositions incriminées de la loi du 30 juillet 1979.

A.3. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté germanophone porte à la connaissance de la Cour qu'il se rallie à l'argumentation de la requête en annulation introduite par l'Exécutif de la Communauté française.

A.4.a. Dans son mémoire, le Conseil des ministres entend montrer que les considérants de l'arrêt précité du 25 janvier 1990 constatent un excès de compétence commis par la loi du 30 juillet 1979 sans décider cependant si les Communautés ont obtenu la compétence d'attribuer des fréquences aux candidats-exploitants de stations privées de radio ou de télévision en vertu de l'article 59 bis de la Constitution, de l'article 4, 6<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 et de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1983 ou au contraire en vertu de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980. Dans la première hypothèse, poursuit le Conseil des ministres la compétence d'attribuer de pareilles fréquences découlerait de la règle de l'autonomie et de la plénitude des compétences attribuées aux Communautés en matière de radiodiffusion, tandis que dans la seconde hypothèse, la gestion des fréquences, en sa totalité, serait restée en principe une matière réservée à l'Etat mais susceptible toutefois, à titre implicite et accessoire, d'être exercée par les Communautés dans la mesure où ceci s'avérerait nécessaire pour exercer leurs compétences culturelles en matière de radio et de télévision.

b. Puisque, selon lui, la question n'a pas été abordée par l'arrêt précité, le Conseil des ministres entend soutenir la seconde hypothèse et aborder, par conséquent, la question — la seule qui resterait posée — de savoir si l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 est applicable en l'espèce.

c. D'abord, la gestion des fréquences dans son ensemble est restée une compétence résiduaire de l'Etat. L'essentiel de l'argumentation du Conseil des ministres repose sur l'idée que les matières culturelles énumérées à l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 sont totalement étrangères au domaine des radiocommunications telles que celles-ci ont été réglées par la loi du 30 juillet 1979. La circonstance qu'une fréquence doit être mise à disposition pour le fonctionnement effectif d'une station de radio ou de télévision est une donnée strictement technique qui n'a aucune incidence ni sur la décision et l'autorisation éventuelle pour l'établissement de pareille station ni sur le contenu des programmes à émettre par celle-ci.

d. Le Conseil des ministres poursuit sa démonstration en développant que les conditions d'applicabilité de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 qui permettrait aux Communautés d'attribuer des fréquences en matière de radio et de télévision ne sont pas remplies. Tout d'abord, depuis l'adoption de la loi spéciale de 1980, la nécessité n'a pas été démontrée, selon le Conseil des ministres, de ce que la compétence en matière de radio et de télévision emporte aussi que les fréquences pour l'exploitation de stations privées de radio ou de télévision soient attribuées par les Exécutifs communautaires. D'ailleurs, actuellement, un refus d'autorisation d'exploitation par le ministre national n'est possible qu'en présence de raisons techniques vérifiables, totalement étrangères aux matières culturelles. Par ailleurs, le Conseil des ministres estime que la compétence réservée à l'Etat en matière de gestion des fréquences rendrait pratiquement impossible un règlement différencié de la matière : l'attribution des fréquences doit être administrée par la seule et la même autorité qui contribue à fixer sur le plan international les normes générales de la gestion des fréquences. Enfin, l'application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 avril 1980 aurait, aux yeux du Conseil des ministres, plus qu'un impact marginal sur la matière considérée, matière qui, selon lui, rend manifestement indésirable toute forme de compétence plurielle, non seulement concurrente mais même soi-disant complémentaire.

Le Conseil des ministres conclut son argumentation par cette constatation qu'aucun excès de compétence n'a été commis par la loi du 30 juillet 1979 dans les articles 3, 10 et 11 incriminés. Il faut considérer, dit-il, que dans la pratique, les articles 3, § 1<sup>er</sup> et § 5, 10 et 11 de la loi du 30 juillet 1979 sont compris en ce sens qu'en matière de radio et de télévision, des fréquences ne peuvent être attribuées par autorisation écrite ministérielle nationale et, les appareils utilisés par des radios privées et des stations privées de télévision ne peuvent être soumis à des prescriptions techniques nationales qu'à la condition préalable d'une prise en compte totale de l'autonomie culturelle des Communautés et de la plénitude de celle-ci. Aux termes mêmes du mémoire, « la seule possibilité pour le ministre national ayant les télécommunications dans ses attributions de refuser d'attribuer des fréquences appropriées aux exploitants de pareilles stations ne réside pas dans une sphère d'excès de compétence, mais elle fait partie de l'exercice d'une compétence technique exclusivement nationale, inspirée soit par la saturation, soit par du matériel causant des brouillages, soit par les limitations entraînées par la coordination internationale, tous éléments étrangers à quelque incidence culturelle que ce soit. La loi étant ainsi interprétée, même l'annulation la plus partielle, sur base de l'article 8 de la loi organique sur la Cour d'arbitrage, s'avère superflue. Ceci n'exclut pas que le Conseil des ministres, afin de promouvoir la plus grande clarté possible et la sécurité juridique, n'envisagerait pas d'éventuellement soumettre au Parlement une adaptation de la loi du 30 juillet 1979. »

A.5.a. Dans son mémoire en réponse, l'Exécutif de la Communauté française rappelle d'abord les principes d'interprétation qui président, selon lui, à la répartition des compétences entre l'ensemble des législateurs. Si, de prime abord, le système de répartition paraît se fonder sur le principe d'une exclusivité des compétences attribuées, il convient toutefois d'admettre qu'il existe une zone de compétences partagées entre l'Etat central d'une part et les Communautés et les Régions d'autre part. Et de citer à l'appui de cette interprétation la jurisprudence de la Cour d'arbitrage qui en offre, selon l'Exécutif de la Communauté française, quelques témoignages significatifs. Dans l'ensemble de ces arrêts, la Cour s'est abstenue de se référer à la théorie des pouvoirs implicites consacrée par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

b. Ces principes d'interprétation sont bien ceux que la Cour a appliqués, selon le mémoire examiné, dans son arrêt n° 7/90 du 25 janvier 1990. Elle a, en effet, estimé que l'exercice par l'autorité centrale d'une de ses compétences résiduelles ne pouvait avoir pour effet de porter atteinte à la compétence des Communautés en matière de radiodiffusion (2.B.3.). Or, cette matière implique le droit exclusif des Communautés de déterminer « la politique en matière de radios privées » et « d'octroyer les autorisations ou les agréments en la matière ». Contrairement à ce que prétend le Conseil des ministres, la Cour n'a pas fait application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, mais elle a considéré, selon l'Exécutif de la Communauté française, que ces compétences sont incluses dans les compétences générales des Communautés en matière de radiodiffusion. Analysées en tant qu'elles sont des matières résiduelles, ces attributions doivent être considérées comme des « matières résiduelles » de second degré, suggère le mémoire examiné, c'est-à-dire comme des matières qui, dans la mesure où elles ont trait à la radiodiffusion, ne relèvent pas de l'autorité centrale mais des Communautés.

c. Que le Conseil des ministres se prévale de la pratique selon laquelle les prérogatives des Communautés font l'objet d'un strict respect par l'autorité nationale ne soutient pas la discussion, estime l'Exécutif de la Communauté française, puisque cette pratique n'empêcherait pas qu'à tout moment l'autorité centrale empiète sur les attributions exclusives des Communautés.

d. Enfin, l'Exécutif de la Communauté française estime que le Conseil des ministres se contredit quand, d'une part, il suggère à la Cour de procéder à une interprétation conciliante des normes attaquées et, d'autre part, il relève qu'il n'est pas inconcevable que, dans le souci de promouvoir la plus grande clarté possible et la sécurité juridique, le Conseil des ministres soumette au Parlement une adaptation de la loi du 30 juillet 1979.

Soit, ainsi que l'affirme la partie adverse, les normes entreprises ne sont pas entachées d'excès de compétence et peuvent faire l'objet d'une interprétation conciliante. Dans cette hypothèse, il n'y aurait lieu ni à annulation des articles entrepris par la Cour d'arbitrage ni à l'adoption de nouvelles dispositions législatives.

Soit, comme l'a relevé la Cour d'arbitrage dans son arrêt n° 7/90 et ainsi que le soutient la première requérante, les dispositions entreprises sont formulées de telle sorte qu'elles permettent des empiètements de l'autorité centrale sur les compétences propres des Communautés. Dans ce cas, il y a lieu de prononcer l'annulation des dispositions entreprises, sans attendre une hypothétique modification de la loi du 30 juillet 1979.

#### Sur la recevabilité

B.1. Aux termes de l'article 4 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage « un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 28 bis de la Constitution par le Conseil des ministres ou par l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région lorsque :

1° (...)

2° la Cour, statuant sur une question préjudicielle a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 28 bis de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs;

3° (...)

B.2. Sont recevables les recours respectivement introduits par l'Exécutif de la Communauté française, le 11 juin 1990, et par l'Exécutif flamand, le 19 juin 1990 qui demandent l'annulation des articles 3, 10, alinéa 2, et 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications que la Cour a déclarés entachés d'excès de compétence dans un arrêt n° 7/90 du 25 janvier 1990 notifié au Premier Ministre et aux présidents des Exécutifs le 30 janvier 1990.

Est également recevable la requête de l'Exécutif de la Communauté française en ce qu'elle demande l'annulation de l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989, modifiant l'article 11 de la loi du 30 juillet 1990, cette demande étant introduite dans le délai prescrit par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

#### Sur le fond

B.3. Aux termes de l'article 59 bis, § 2, de la Constitution, les Conseils de Communauté, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret les matières culturelles. L'article 59 ter de la Constitution dispose de même pour ce qui concerne le Conseil de la Communauté germanophone.

La matière de la radiodiffusion et de la télévision a été transférée aux Communautés — alors dénommées « Communautés culturelles » — par la loi du 21 juillet 1971. La Cour est donc en tout état de cause compétente pour contrôler la compatibilité de la loi du 30 juillet 1979 avec cette règle répartitrice de compétence.

B.4. Tout comme la loi du 21 juillet 1971, la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 énumère en son article 4 les matières culturelles visées à l'article 59 bis de la Constitution et mentionne, parmi elles, au 6<sup>o</sup>, la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du gouvernement national.

L'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles dispose quant à lui : « Les matières culturelles visées à l'article 59 ter, § 1<sup>er</sup>, 2, 1<sup>o</sup>, de la Constitution sont les matières énoncées à l'article 4 de la loi spéciale ».

B.5. Les dispositions précitées ont transféré aux Communautés l'ensemble de la matière de la radiodiffusion et de la télévision, sous réserve de l'exception prévue par le législateur spécial.

Cependant, pour permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles, il revient à l'autorité nationale d'assurer la police générale des ondes radioélectriques.

Cette mission inclut la compétence d'élaborer les normes techniques relatives, et à l'attribution des fréquences, et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination, ainsi que la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect des dites normes.

Toutefois, l'exercice de cette compétence doit être réglé de façon telle qu'il ne porte pas atteinte à la compétence des Communautés auxquelles est en principe confiée — comme il est établi ci-dessus — la matière de la radiodiffusion. Cette dernière compétence inclut la compétence, dans le respect des normes techniques nationales, de régler les aspects techniques qui sont spécifiques à la matière de la radiodiffusion et d'attribuer les fréquences. En outre, les Communautés peuvent appliquer toutes les normes techniques, y compris les normes nationales, dans l'exercice de leur compétence d'autorisation ou d'agrément.

Il appartient aux autorités exerçant des compétences complémentaires d'apprécier l'opportunité de faire usage de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée le 8 août 1988 qui dispose en son paragraphe premier que « l'Etat, les Communautés et les Régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun ».

Quant à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 :

**B.6.** L'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications dispose comme suit :

« § 1er. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication, ni établir ou faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication sans avoir obtenu l'autorisation écrite du ministre. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe les règles générales d'octroi et de révocation des autorisations visées au § 1er. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. Le ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisée. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder et de révoquer des autorisations à un fonctionnaire de la Régie, ci-après dénommé son délégué.

§ 4. Les autorisations visées au § 1er ne sont pas requises pour les services publics de radiodiffusion, ni pour les stations de radiocommunication établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.

§ 5. Pour les services de radiodiffusion privés, les autorisations visées au § 1er ne sont accordées qu'après avis conforme des ministres ayant la radiodiffusion dans leurs attributions, chacun pour ce qui le concerne ».

**B.7.** La loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications a été adoptée à une époque où les Communautés ne disposaient pas d'un Exécutif propre.

Sans préjuger de la conformité de l'article 3, § 5, de la loi du 30 juillet 1979 aux règles répartitrices de compétences, les mots « ministres ayant la radiodiffusion dans leurs attributions » doivent être lus comme suit : « Exécutifs des Communautés ».

**B.8.** Même si l'on tient compte de cette modification implicite, les dispositions de l'article 3 ne sont pas conformes aux règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat et des Communautés, dans l'interprétation qui en a été donnée ci-dessus.

Selon celle-ci, et dans les limites précisées sous B.5., la matière des radios privées est attribuée aux Communautés; dès lors, c'est à elles seules et non à l'autorité nationale qu'il appartient d'octroyer les autorisations ou les agréments en la matière, sous réserve du respect par les Communautés des normes nationales et de la compétence qui revient à l'autorité nationale d'assurer le respect des normes techniques qu'elle a édictées conformément à ce qui a été précisé sous B.5. et B.6.

L'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la mesure où il habilite sans limite l'autorité nationale à édicter les normes relatives aux émissions de radios privées et en ce qu'il désigne cette autorité comme l'autorité compétente pour octroyer les autorisations d'exploitation de telles radios.

Quant à l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979

**B.9.** L'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications dispose comme suit :

« Le Roi arrête les règlements d'administration générale et de police relatifs aux radiocommunications et les règlements relatifs à la protection de celle-ci, notamment les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire tous appareils susceptibles d'engendrer des perturbations radioélectriques.

Les règlements d'administration générale qui concernent la radiodiffusion sont pris sur la proposition des ministres qui ont dans leurs attributions les radiocommunications, d'une part, et les services de radiodiffusion de la Communauté intéressée, d'autre part. »

L'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 dont les deux alinéas sont indissociables viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions dans la mesure où la généralité de l'habilitation faite au Roi en son alinéa premier permet à l'autorité nationale de régler la matière de la radiodiffusion au-delà de la compétence qui lui est réservée, conformément à ce qui a été précisé sous B.5.

Quant à l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979

**B.10.** Avant sa modification par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989, l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications disposait comme suit :

« Le Roi fixe le montant des redevances à payer par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à l'article 3, § 1er. Il détermine les modalités de paiement de ces redevances. »

Cette disposition était entachée d'excès de compétence dans la mesure où elle se rapportait aux services privés de radiodiffusion.

L'article 11 de la loi du 30 juillet 1979, dans son texte initial, ayant été en vigueur jusqu'à sa modification, il y a lieu de l'annuler.

**B.11.** L'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 tel qu'il a été modifié par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 dispose comme suit :

« La Régie est habilitée à surveiller l'application de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci. Le Roi fixe les montants des redevances à payer à la Régie par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à l'article 3, § 1er, pour couvrir les dépenses résultant du contrôle du respect de leurs obligations et des conditions imposées à leurs stations et réseaux de radiocommunication ainsi que pour la mise à leur disposition d'une ou plusieurs fréquences et le droit de les utiliser.

Il détermine les modalités de paiement de ces redevances.

Cet article produit ses effets le 1er janvier 1989. »

Les alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 tel qu'il a été modifié par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 sont entachés d'excès de compétence dans la mesure où ils se rapportent aux services privés de radiodiffusion.

Par ces motifs,

La Cour

déclare les recours recevables et fondés  
et annule :

1. l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, dans la mesure où il habilite, sans respecter les limites indiquées sous B.5. et B.6., l'autorité nationale à édicter les normes relatives aux émissions de radios privées et en ce qu'il désigne cette autorité comme l'autorité compétente pour octroyer les autorisations d'exploitation de telles radios;

2. l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, dans la mesure où la généralité de l'habilitation faite au Roi en son alinéa premier permet à l'autorité nationale de régler la matière de la radiodiffusion au-delà de sa compétence telle qu'elle est précisée sous B.5.;

3. l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications avant sa modification par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 et les alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications tel qu'il a été modifié par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 dans la mesure où ils se rapportent aux services privés de radiodiffusion.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 7 février 1990.

Le greffier,  
H. Van Der Zwalmen

Le président,  
I. Pétry

N. 91 — 521

#### ARBITRAGEHOF

Arrest nr. L/91 van 7 februari 1991

Rolnummers : 195 en 197

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke of gehele vernietiging van de artikelen 3, 10 en 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, ingesteld door de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Vlaamse Executieve.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit :

de voorzitters J. Delva en I. Pétry,

en de rechters D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. François en P. Martens,

bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,

onder voorzitterschap van voorzitter I. Pétry,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. Onderwerp van de vordering

Bij verzoekschrift van 8 juni 1990, aan het Hof gericht bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief, vordert de Franse Gemeenschapsexecutieve de vernietiging van de artikelen 3, 10, tweede lid, en 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving alsmede de andere bepalingen van die wet in zoverre zij onlosmakelijk met de voormelde artikelen zijn verbonden en door dezelfde bevoegdheidsoverschrijdingen zijn aangetast. Die zaak is ingeschreven onder het nr. 195 van de rol.

Bij verzoekschrift van 14 juni 1990, aan het Hof gericht bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief, vordert de Vlaamse Executieve de vernietiging van de artikelen 3, 10 en 11 van de voormelde wet van 30 juli 1979, in zoverre die bepalingen zien op de radio-omroep en de televisie. Die zaak is ingeschreven onder het nr. 197 van de rol.

##### II. De rechtspleging

###### 1. De zaak nr. 195

Bij beschikking van 11 juni 1990 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers D. André en F. Debaedts hebben op 15 juni 1990 geoordeeld dat er geen aanleiding was ten deze de artikelen 71 en volgende van de voormelde organieke bijzondere wet op het Hof toe te passen.

###### 2. De zaak nr. 197

Bij beschikking van 5 juli 1990 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers I. Pétry en L. De Grève hebben op 27 juni 1990 geoordeeld dat er geen aanleiding was ten deze de artikelen 71 en volgende van de organieke wet op het Hof, toe te passen.

###### 3. De zaken nummers 195 en 197

Bij beschikking van 5 juli 1990 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Uit hoofde van artikel 100 van de organieke wet op het Hof worden samengevoegde zaken onderzocht door de zetel waarbij de eerste zaak is aanhangig gemaakt, en zijn de rechters-verslaggevers degene die, overeenkomstig artikel 68, zijn aangewezen voor de eerste zaak.

Van de beschikking tot samenvoeging en de beroepen is conform de artikelen 100 en 76 van de organieke wet op het Hof kennis gegeven bij op 5 september 1990 ter post aangetekende brieven, op 10 september 1990 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Het bij artikel 74 van de organieke wet op het Hof voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 7 september 1990 bekendgemaakt.

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap heeft bij op 16 oktober 1990 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

De Ministerraad heeft een bij 22 oktober 1990 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Afschriften van die memories zijn conform artikel 89 van de organieke wet overgezonden bij op 26 oktober 1990 ter post aangetekende brief, op 29 oktober 1990 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

De Franse Gemeenschapsexecutieve heeft bij op 6 november 1990 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 28 november 1990 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen tot 8 juni 1991 verlengd.

Bij beschikking van 19 december 1990 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dagstelling bepaald op 17 januari 1991.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gesteld bij op 24 december 1990 ter post aangetekende brieven, op 27 december 1990 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Bij beschikking van 16 januari 1991 is rechter P. Martens aangewezen als lid van de zetel ter vervanging van rechter I. Pétry, die op 14 januari 1991 tot voorzitter van het Hof is gekozen.

Op de terechtzitting van 17 januari 1991 :

— zijn verschenen :

Mr. G. Uyttendaele, advocaat bij de balie te Brussel, loco Mrs. P. Legros en M. Uyttendaele, advocaten bij dezelfde balie, voor de Franse Gemeenschapsexecutieve, Kunstlaan 19 AD, 1040 Brussel;

Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-sstraat 30, 1040 Brussel;

Mr. E. Marissens, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

Mr. G. Uyttendaele, loco Mr. P. Legros, voormeld, voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, Klötzerbahn 32, 4700 Eupen;

— hebben de rechters D. André en F. Debaedts verslag uitgebracht;

— zijn voormelde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

### III. In rechte

A.1. De Franse Gemeenschapsexecutieve, verzoekende partij in de zaak ingeschreven onder het nummer 195 van de rol van het hof en de Vlaamse Executieve, verzoekende partij in de zaak ingeschreven onder het nummer 197 van de rol, wijzen erop dat zij met toepassing van de artikelen 1, 2, 1<sup>o</sup> en 4, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, beroep hebben ingesteld tot vernietiging van de artikelen 3, 10, tweede lid, en 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging. Een nieuwe termijn van zes maanden stond immers open ingevolge het arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 waarbij het Hof, in antwoord op een prejudiciële vraag, die bepalingen ongrondwettig heeft verklaard.

A.2. In de verzoekschriften worden de consideransen 2.B.2. en 2.B.3. van voormeld arrest van 25 januari 1990 overgenomen en op ieder van de bestreden bepalingen van de wet van 30 juni 1979 toegepast.

A.3. In haar memorie brengt de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap het Hof ervan in kennis dat zij zich bij de argumentatie van het verzoekschrift tot vernietiging van de Franse Gemeenschapsexecutieve aansluit.

A.4.a. In zijn memorie betoogt de Ministerraad dat in de consideransen van voormeld arrest van 25 januari 1990 in de wet van 30 juli 1979 een bevoegdheidsoverschrijding wordt vastgesteld, zonder dat evenwel wordt uitgemaakt of de Gemeenschappen krachtens artikel 59 bis van de Grondwet, artikel 4, 6<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 dan wel krachtens artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de bevoegdheid hebben verkregen om aan kandidaat-exploitanten van privé-radio- of televisiestations frequenties toe te kennen. In het eerste geval, vervolgt de Ministerraad, zou de bevoegdheid om dergelijke frequenties toe te kennen voortvloeien uit het autonomiebeginsel en de volheid van de gemeenschapsbevoegdheid inzake radio-omroep, terwijl in het tweede geval het beheer van de frequenties in zijn geheel in beginsel een aan de Staat voorbehouden materie zou zijn gebleven, die nochtans impliciet en accessoir door de Gemeenschappen kan worden waargenomen in zoverre dat noodzakelijk zou blijken voor het uitoefenen van hun culturele bevoegdheden inzake radio en televisie.

b. Nu volgens de Ministerraad door het voormelde arrest op de vraag niet werd ingegaan, houdt de Ministerraad het bij de tweede veronderstelling en wil hij bijgevolg de enige vraag aansnijden die volgens hem aan de orde blijft, te weten of artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ten deze van toepassing is.

c. Allereerst is het beheer van de frequenties als geheel een residuaire bevoegdheid van de Staat gebleven. De argumentatie van de Ministerraad komt hierop neer, dat de in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 opgesomde culturele aangelegenheden helemaal niets hebben uit te staan met het terrein van de radioberechtiging zoals die is geregeld bij de wet van 30 juli 1979. Dat voor het effectief functioneren van een radio- of televisiestation een frequentie ter beschikking moet worden gesteld, is een louter technisch gegeven, dat geen invloed heeft noch op de beslissing en de eventuele vergunning voor de oprichting van zulk een station, noch op de inhoud van de door dat station uit te zenden programma's.

d. De Ministerraad betoogt voorts dat de voorwaarden voor de toepasselijkheid van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waardoor de Gemeenschappen gemachtigd zouden zijn om frequenties inzake radio en televisie toe te kennen, niet zijn vervuld. In de eerste plaats is volgens de Ministerraad sedert de invoering van de bijzondere wet van 1980 niet aangetoond dat de bevoegdheid inzake radio en televisie noodzakelijkerwijs ook inhoudt dat de frequenties voor de exploitatie van privé-radio- of televisiestations door de Gemeenschapsexecutieven worden toegekend. Thans kan trouwens een exploitatievergunning door de nationale minister enkel worden geweigerd om controleerbare technische redenen, die totaal niets met de culturele aangelegenheden hebben uit te staan. Voorts is de Ministerraad van oordeel dat, gelet op de aan de Staat voorbehouden bevoegdheid inzake beheer van de frequenties, een gedifferentieerde regeling van de aangelegenheid praktisch uitgesloten is : de toewijzing van frequenties dient te worden beheerd door één en dezelfde overheid die op internationaal vlak de algemene normen voor het beheer van de frequenties mee vaststelt. Ten slotte zou de toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 april 1980 in de ogen van de Ministerraad meer dan een marginale impact hebben op de onderhavige aangelegenheid, ten aanzien waarvan volgens de Ministerraad elke vorm van meervoudige, niet enkel concurrerende maar ook zogenaamd aanvullende, bevoegdheid kennelijk onwenselijk is.

De Ministerraad constateert ter afronding van zijn argumentatie dan ook dat geen van de aangevochten artikelen 3, 10 en 11 van de wet van 30 juli 1979 een bevoegdheidsoverschrijding inhoudt. Hij is van oordeel dat de artikelen 3, § 1 en § 5, 10 en 11 van de wet van 30 juli 1979 in de praktijk aldus opgevat moeten worden dat inzake radio en televisie bij nationale ministeriële schriftelijke vergunning geen frequenties kunnen worden toegekend en de door de privé-radio- en televisiestations gebruikte apparatuur enkel aan nationale technische voorschriften kan worden onderworpen met voorafgaande totale inachtneming van de volle culturele autonomie van de

Gemeenschappen. Luidens de eigen bewoordingen van de memorie, « De nationale minister die bevoegd is voor radioverbinding, wanneer hij weigert passende frequenties toe te kennen aan de exploitanten van dergelijke stations overschrijdt geen bevoegdheid, maar oefent enkel, in verband met een bereikt verzadigingspunt, met storingen veroorzakend materiaal of met beperkingen als gevolg van de internationale coördinatie -allemaal elementen die niet de geringste culturele weerslag hebben- een bij uitsluiting nationale technische bevoegdheid uit. Wanneer de wet aldus wordt geïnterpreteerd, blijkt zelfs de meest gedeeltelijke vernietiging op basis van artikel 8 van de organieke wet op het Arbitragehof overbodig. Toch is het niet uitgesloten dat de Ministerraad omwille van de grootst mogelijke helderheid en de rechtszekerheid, overweegt eventueel aan het Parlement een aanpassing van de wet van 30 juli 1979 voor te leggen ».

A.5.a. In haar memorie van antwoord wijst de Franse Gemeenschapsexecutieve allereerst op wat volgens haar de principes zijn voor de interpretatie van het stelsel van bevoegdheidsverdeling over de gezamenlijke wetgevers. Hoewel dat stelsel op het eerste gezicht op het principe lijkt te berusten van de exclusieve bevoegdheidstoeiwijzing, dient toch te worden erkend dat er een bevoegdheidssterrein bestaat dat enerzijds door de centrale overheid, anderzijds door de Gemeenschappen en Gewesten wordt bestreken. De Executieve citeert ter ondersteuning van die interpretatie uit de rechtspraak van het Arbitragehof, die volgens haar enkele in dat verband betekenisvolle aanwijzingen bevat. In al die arresten heeft het Hof er zich van onthouden te refereren aan het in artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 neergelegde leerstuk van de impliciete bevoegdheden.

b. Die interpretatieprincipes zijn door het Hof, aldus onderhavige memorie, toegepast in het arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990. Het Hof overwoog immers dat de uitoefening door de centrale overheid van één van haar restbevoegdheden niet tot gevolg kan hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake radio-omroep (2.B.3.). Die bevoegdheid impliceert echter het uitsluitende recht van de Gemeenschappen om « het beleid inzake privé-radio's » te bepalen en « machtigingen of erkenningen in deze toe te kennen ». In tegenstelling tot wat de Ministerraad beweert, heeft het Hof artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet toegepast, maar overwoog het volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve dat die bevoegdheden -besloten liggen in de algemene bevoegdheden van de Gemeenschappen inzake radio-omroep. Opgevat als restaangelegenheden moeten die bevoegdheidstoeiwijzingen worden aangemerkt als tweedegraads « restaangelegenheden » -althans dat suggereert de onderhavige memorie- dat wil zeggen als aangelegenheden die, in zoverre zij betrekking hebben op de radio-omroep, niet onder de centrale overheid, maar onder de Gemeenschappen ressorteren.

c. Dat de Ministerraad zich beroept op het feit dat de prerogatieven van de Gemeenschappen door de nationale overheid in de praktijk strikt worden gerespecteerd, draagt niets bij tot de discussie, aldus de Franse Gemeenschapsexecutieve, omdat een en ander niet zou beletten dat de centrale overheid te allen tijde op de exclusieve bevoegdheden van de Gemeenschappen inbreuk kan maken.

d. Ten slotte betoogt de Franse Gemeenschapsexecutieve dat de Ministerraad zichzelf tegensprekt wanneer hij het Hof enerzijds ter overweging geeft de bestreden normen conform te interpreteren, en anderzijds opmerkt dat het niet ondenkbaar is dat, omwille van de grootst mogelijke helderheid en rechtszekerheid, de Ministerraad aan het Parlement een aanpassing van de wet van 30 juli 1979 voorlegt.

Ofwel, aldus de tegenpartij, zijn de aangevochten normen niet door bevoegdheidsoverschrijding aangetast en kunnen zij conform worden geïnterpreteerd. Alsdan zou er geen reden zijn noch tot vernietiging van de aangevochten artikelen door het Arbitragehof, noch tot nieuwe wetgeving.

Ofwel, zoals het Hof in arrest nr. 7/90 opmerkte en de eerste verzoekende partij betoogt, zijn de aangevochten bepalingen zo geformuleerd dat zij inbreuken door de centrale overheid op de eigen bevoegdheden van de Gemeenschappen toestaan. In dat geval dienen de aangevochten bepalingen te worden vernietigd, zonder een hypothetische wijziging van de wet van 30 juli 1979 af te wachten.

#### De ontvankelijkheid

B.1. Artikel 4 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bepaalt: « Voor de Ministerraad of voor de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 28bis van de Grondwet bedoelde regel wanneer :

1° (...)

2° het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 28bis van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en aan de voorzitters van de Executieven;

3° (...)

B.2. De respectievelijk door de Franse Gemeenschapsexecutieve op 11 juni 1990, en door de Vlaamse Executieve op 19 juni 1990 ingestelde beroepen tot vernietiging van de artikelen 3, 10, tweede lid, en 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, zijn ontvankelijk. Het Hof verklaarde die artikelen bevoegdheidsoverschrijdend in het arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990, waarvan de Eerste Minister en de voorzitters van de Executieven op 30 januari 1990 in kennis zijn gesteld.

Ook het beroep van de Franse Gemeenschapsexecutieve in zoverre het de vernietiging vordert van artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989 tot wijziging van artikel 11 van de wet van 30 juli 1990 is ontvankelijk; die vordering is immers binnen de termijn van artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ingesteld.

#### Ten gronde

B.3. Naar luid van artikel 59bis, § 2, van de Grondwet, regelen de Gemeenschapsraden, ieder wat hem betreft, bij decreet de culturele aangelegenheden. Artikel 59ter van de Grondwet bepaalt hetzelfde voor de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

De materie « radio-omroep en televisie » is reeds bij de wet van 21 juli 1971 aan de Gemeenschappen -toen nog « Cultuurgemeenschappen »- overgedragen. Het Arbitragehof vermag dus alleszins de bestaanbaarheid van de wet van 30 juli 1979 met die bevoegdheidsbepalende regel te toetsen.

B.4. Net als de wet van 21 juli 1971 geeft de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in haar artikel 4 een opsomming van de culturele aangelegenheden die in artikel 59bis van de Grondwet worden bedoeld en vermeldt daarbij in 6° de radio-omroep en televisie, het uitzenden van mededelingen van de nationale regering uitgezonderd.

Artikel 4, 1°, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen bepaalt van zijn kant: « De culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 59ter, § 2, 1°, van de Grondwet zijn deze vermeld in artikel 4 van de bijzondere wet ».

B.5. De voormelde bepalingen hebben de aangelegenheid van de radio-omroep en de televisie in haar geheel naar de Gemeenschappen overgeheveld, behoudens de door de bijzondere wetgever bepaalde uitzondering.

Niettemin, om de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse storingen te vermijden, moet de nationale overheid instaan voor de algemene politie van de radio-elektrische golven.

Deze opdracht omvat de bevoegdheid om de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen uit te vaardigen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radiobeachting, ongeacht hun bestemming, en de bevoegdheid een technische controle te organiseren en de bedoelde normen strafbaar te stellen.

De uitoefening van die bevoegdheid dient evenwel zo geregeld te worden dat zij geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen aan wie — zoals hierboven is vastgesteld — de aangelegenheid van de radio-omroep in principe is toevertrouwd. Laatstgenoemde bevoegdheid omvat de bevoegdheid om met inachtneming van de nationale technische normen de technische aspecten te regelen die specifiek zijn voor de materie radio-omroep en de frequenties toe te wijzen. De Gemeenschappen kunnen alle technische normen, ook de nationale, toepassen bij de uitoefening van hun vergunnings- of erkenningsbevoegdheid.

Het staat aan de overheden die complementaire bevoegdheden uitoefenen te beoordelen of het opportuun is gebruik te maken van artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd op 8 augustus 1988, dat in § 1 bepaalt : « De Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven ».

Artikel 3 van de wet van 30 juli 1979

B.6. Artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radio-berichtgeving bepaalt wat volgt :

\* § 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van de Minister. Deze vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt de algemene regels inzake toekening en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. De Minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het verlenen en intrekken van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van de Regie, hierna te noemen zijn gemachtigde.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de openbare radio-oproepdiensten, noch voor de stations voor radioverbinding die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.

§ 5. Voor de private radio-omroepdiensten worden de in § 1 bedoelde vergunningen slechts afgeleverd na eensluidend advies van de Ministers tot wiens bevoegdheid de radio-omroep behoort, ieder voor wat hem betreft ».

B.7. De wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting werd aangenomen op een tijdstip waarop de Gemeenschappen geen eigen Executieve hadden.

Zonder vooruit te lopen op het oordeel over de overeenstemming van artikel 3, § 5, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting, met de bevoegdheidsbepalende regels, dienen de woorden « Ministers die de radio-omroep onder hun bevoegdheid hebben », als volgt te worden gelezen : « Gemeenschapsexecutieven ».

B.8. Zelfs rekening houdend met die impliciete wijziging, stroken de bepalingen van artikel 3 niet met de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat en de Gemeenschappen vaststellen, zoals die hierboven zijn uitgelegd.

Volgens die interpretatie, en met inachtneming van de in B.5. aangeduide beperkingen, zijn de private radio's een aan de Gemeenschappen toegewezen aangelegenheid; het komt derhalve aan hen en niet aan de nationale overheid toe de vergunningen of erkenningen terzake te verlenen, behoudens de naleving door de Gemeenschappen van de nationale normen en de aan de nationale overheid toekomende bevoegdheid om de naleving te verzekeren van de technische normen die zij conform het in B.5. en B.6. gestelde heeft uitgevaardigd.

Artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in zoverre het de nationale overheid er op een onbegrensde wijze toe machtigt om de normen betreffende de uitzendingen van private radio's te bepalen, en diezelfde overheid aanwijst als de overheid die bevoegd is om de vergunningen tot exploitatie van dergelijke radio's te verlenen.

Artikel 10 van de wet van 30 juli 1979

B.9. Artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting bepaalt wat volgt :

\* De Koning stelt de verordeningen van algemeen bestuur en de politieverordeningen betreffende de radioverbindingen alsook de verordeningen betreffende hun bescherming vast, inzonderheid de technische voorschriften waaraan de toestellen die radio-elektrische storingen kunnen verwekken, moeten voldoen.

De verordeningen van algemeen bestuur die de radio-omroep aanbelangen, worden getroffen op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de radioverbindingen enerzijds en de radio-omroepdiensten van de betrokken gemeenschap anderzijds behoren ».

Artikel 10 van de wet van 30 juli 1979, waarvan de twee leden onlosmakelijk met elkaar zijn verbonden, schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in zoverre wegens het algemeen karakter van de aan de Koning verleende machtiging de nationale overheid de aangelegenheid van de radio-omroep vermag te regelen buiten haar bevoegdheid, conform hetgeen in B.5. is omschreven.

Artikel 11 van de wet van 30 juli 1979

B.10. Voordat het gewijzigd werd door artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989 bepaalde artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radio-berichtgeving :

\* De Koning stelt het bedrag vast van de rechten die moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de in artikel 3, § 1, bedoelde vergunningen. Hij bepaalt de betalingsmodaliteiten van deze rechten ».



Die bepaling hield een bevoegdheidsoverschrijding in, in de mate dat zij betrekking had op private radio-omroepdiensten.

Aangezien artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 in zijn oorspronkelijke versie van kracht is geweest totdat het is gewijzigd, dient het te worden vernietigd.

B.11. Artikel 11 van de wet van 30 juli 1979, zoals gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, bepaalt :

« De Regie is bevoegd toezicht uit te oefenen op de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering ervan getroffen besluiten.

De Koning stelt het bedrag vast van de rechten die aan de Regie moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de vergunningen bedoeld in artikel 3, § 1, om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de controle over de naleving van hun verplichtingen en van de aan hun stations en netten voor radioverbinding opgelegde voorwaarden alsmede voor het te hunner beschikking stellen van één of meer frequenties en het recht deze te gebruiken.

Hij bepaalt de betalingsmodaliteiten van die rechten.

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989. »

De leden 2 en 3 van artikel 11 van de wet van 30 juli 1979, zoals gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, houden een bevoegdheidsoverschrijding in voor zover zij op de privé-radio-omroepdiensten zien.

Om die redenen,

Het Hof

verklaart de beroepen ontvankelijk en gegrond en vernietigt :

1. artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, in zoverre het de nationale overheid, zonder de in B.5. en B.6. aangegeven beperkingen in acht te nemen, ertoe machtigt om de normen betreffende de uitzendingen van private radio's te bepalen, en het diezelfde overheid aanwijst als de overheid die bevoegd is om de vergunningen tot exploitatie van dergelijke radio's te verlenen;

2. artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, in zoverre het algemeen karakter van de in het eerste lid aan de Koning verleende machtiging de nationale overheid toestaat de aangelegenheid van de radio-omroep te regelen buiten de haar voorbehouden bevoegdheid, zoals die is omschreven in B.5.;

3. artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, voordat het werd gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, en lid 2 en 3 van artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving zoals gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, in de mate dat die bepalingen betrekking hebben op private radio-omroepdiensten.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof op de openbare terechtzitting van 7 februari 1991.

De griffier,

H. Van Der Zwalmen

De voorzitter,

I. Pétry

D. 91 -- 521

## SCHIEDSGERICHTSHOF

Urteil Nr. 1/91 vom 7. Februar 1991

Geschäftsverzeichnissnr. : 195 und 197

*In Sachen* : Klagen auf teilweise oder völlige Nichtigerklärung der Artikel 3, 10 und 11 des Funkverkehrsgesetzes, erhoben von der Französischen Gemeinschaftsexekutive und von der Flämischen Exekutive.

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden J. Delva und I. Pétry  
und den Richtern D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. François und P. Martens,  
unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,  
unter dem Vorsitz der Vorsitzenden I. Pétry,  
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

### I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 8. Juni 1990, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt worden ist, beantragt die Französische Gemeinschaftsexekutive die Nichtigerklärung der Artikel 3, 10 Absatz 2 und 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 sowie der übrigen Bestimmungen dieses Gesetzes, soweit sie mit den vorgenannten Artikeln untrennbar verbunden und mit denselben Fehlern der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet sind. Diese Rechtssache wurde unter der Nr. 195 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

Mit Klageschrift vom 14. Juni 1990, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt worden ist, beantragt die Flämische Exekutive die Nichtigerklärung der Artikel 3, 10 und 11 des vorgenannten Gesetzes vom 30. Juli 1979, soweit sich diese Bestimmungen auf das Rundfunk- und Fernsehwesen beziehen. Diese Rechtssache wurde unter der Nr. 197 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

### II. Verfahren

#### 1. Rechtssache Nr. 195

Durch Anordnung vom 11. Juni 1990 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung benannt.

Die referierenden Richter D. André und F. Debaedts waren am 15. Juni 1990 der Ansicht, dass im vorliegenden Fall die Artikel 71 und folgenden des vorgenannten organisierenden Sondergesetzes über den Hof nicht anzuwenden sind.

## 2. Rechtssache Nr. 197

Durch Anordnung vom 19. Juni 1990 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Mitglieder der Besetzung benannt. Die referierenden Richter I. Pétry und L. De Grève waren am 27. Juni 1990 der Ansicht, dass im vorliegenden Fall die Artikel 71 und folgenden des organisierenden Gesetzes über den Hof nicht anzuwenden sind.

## 3. Rechtssachen Nrn. 195 und 197

Durch Anordnung vom 5. Juli 1990 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Kraft Artikel 100 des organisierenden Gesetzes über den Hof werden verbundene Rechtssachen durch die Besetzung behandelt, bei der die erste Rechtssache anhängig gemacht worden ist, und sind die referierenden Richter diejenigen, die gemäss Artikel 68 für die erste Rechtssache benannt worden sind.

Die Klagenverbindungsanordnung und die Klagen wurden gemäss den Artikeln 100 und 76 des organisierenden Gesetzes über den Hof mit am 5. September 1990 bei der Post aufgegeben und am 10. September 1990 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes über den Hof vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. September 1990.

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat mit am 16. Oktober 1990 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Der Ministerrat hat mit am 22. Oktober 1990 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Abschriften dieser Schriftsätze wurden gemäss Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 26. Oktober 1990 bei der Post aufgegeben und am 29. Oktober 1990 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen übermittelt.

Die Französische Gemeinschaftsexekutive hat mit am 6. November 1990 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 28. November 1990 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 8. Juni 1991 verlängert.

Durch Anordnung vom 19. Dezember 1990 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 17. Januar 1991 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert wurden; dies erfolgte mit am 24. Dezember 1990 bei der Post aufgegeben und am 27. Dezember 1990 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

Durch Anordnung vom 18. Januar 1991 wurde Richter P. Martens zum Mitglied der Besetzung benannt, und zwar an Stelle der Richterin I. Pétry, die am 14. Januar 1991 zur Vorsitzenden des Hofes gewählt worden ist.

In der Sitzung vom 17. Januar 1991 :

— sind erschienen :

RA G. Uyttendaele, in Brüssel zugelassener Rechtsanwalt, loco RA P. Legros und M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassener Rechtsanwalt, für die Französische Gemeinschaftsexekutive, avenue des Arts 19 AD, 1040 Brüssel;

RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Rechtsanwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef II-straat 30, 1040 Brüssel;

RA E. Marissens, in Brüssel zugelassener Rechtsanwalt, für den Ministerrat;

RA G. Uyttendaele, loco RA P. Legros, vorgenannt, für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Klötzerbahn 32, 4700 Eupen;

— haben die referierenden Richter D. André und F. Debaedts Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäss den Artikeln 62 und folgenden des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## III. In rechtlicher Beziehung

A.1. Die Französische Gemeinschaftsexekutive, klagende Partei in der unter der Nummer 195 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssache, und die Flämische Exekutive, klagende Partei in der unter der Nummer 197 ins Geschäftsverzeichnis eingetragenen Rechtssache, weisen darauf hin, dass sie in Anwendung der Artikel 1, 2<sup>1o</sup> und 4<sup>2o</sup> des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 10 Absatz 2 und 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 erhoben hätten. Infolge des Urteils Nr. 7/90 vom 25. Januar 1990, in dem der Hof diese Bestimmungen in Beantwortung einer präjudiziellen Frage für verfassungswidrig erklärt habe, sei nämlich eine neue sechsmonatige Frist eröffnet worden.

A.2. In den Klageschriften werden die Entscheidungsgründe 2.B.2. und 2.B.3. des vorgenannten Urteils vom 25. Januar 1990 übernommen und auf jede der angefochtenen Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Juli 1979 angewandt.

A.3. In ihrem Schriftsatz setzt die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Hof davon in Kenntnis, dass sie sich der von der Französischen Gemeinschaftsexekutive in deren Nichtigkeitsklageschrift dargelegten Argumentation anschliesse.

A.4.a. Der Ministerrat behauptet in seinem Schriftsatz, dass in den Entscheidungsgründen des vorgenannten Urteils vom 25. Januar 1990 eine Zuständigkeitsüberschreitung im Gesetz vom 30. Juli 1979 festgestellt werde, ohne dass aber entschieden werde, ob die Gemeinschaften kraft Artikel 59<sup>bis</sup> der Verfassung, Artikel 4<sup>6o</sup> des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983, oder kraft des Artikels 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 die Zuständigkeit erhalten hätten, Anwärtern auf den Betrieb von Privatrundfunk- oder -fernsehstationen Frequenzen einzuräumen. Im ersteren Fall — so der Ministerrat — würde sich die Zuständigkeit, solche Frequenzen einzuräumen, aus dem Selbstverwaltungsprinzip und der Fülle der Gemeinschaftskompetenzen im Bereich des Rundfunkwesens ergeben, während im letzteren Fall die gesamte Verwaltung der Frequenzen grundsätzlich eine dem Staat vorbehaltene Angelegenheit geblieben wäre, die jedoch implizit und akzessorisch von den Gemeinschaften übernommen werden könnte, insofern sich dies als notwendig für die Ausübung ihrer kulturellen Zuständigkeit im Rundfunk- und Fernsehbereich erweisen würde.

b. Nachdem — so der Ministerrat — im vorgenannten Urteil nicht auf die Frage eingegangen worden sei, bleibe der Ministerrat bei der zweiten Hypothese und wolle er demzufolge die Frage anschneiden — die einzige, die noch anstehen würde —, ob Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 im vorliegenden Fall anwendbar sei.

c. Zunächst einmal sei die gesamte Verwaltung der Frequenzen eine Residualkompetenz des Staates geblieben. Die Argumentation des Ministerrats läuft darauf hinaus, dass die in Artikel 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angeführten kulturellen Angelegenheiten nichts mit dem Bereich des Funkverkehrs zu tun hätten, so wie dieser im Gesetz vom 30. Juli 1979 geregelt worden sei. Dass für das effektive Funktionieren einer Rundfunkoder Fernsehstation eine Frequenz zur Verfügung gestellt werden müsse, sei ein rein technisches Faktum, das weder die Entscheidung und eventuelle Genehmigung für die Errichtung einer solchen Station, noch den Inhalt der von dieser Station zu übertragenden Sendungen beeinflusse.

Der Ministerrat behauptet ferner, dass die Voraussetzungen für die Anwendbarkeit des Artikels 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, wonach die Gemeinschaften dazu ermächtigt seien, Frequenzen für Rundfunk und Fernsehen einzuräumen, nicht erfüllt seien. An erster Stelle sei — so der Ministerrat — seit der Einführung des Sondergesetzes vom 1980 nicht erwiesen, ob die Zuständigkeit für Rundfunk und Fernsehen notwendigerweise auch beinhalte, dass die Frequenzen für den Betrieb privater Rundfunk- und Fernsehstationen von den Gemeinschaftsexekutiven eingeräumt würden. Jetzt könne übrigens eine Betriebsgenehmigung von nationalen Minister, nur aus kontrollierbaren technischen Gründen gewweigert werden, die gar nichts mit den kulturellen Angelegenheiten zu tun hätten. Ferner ist der Ministerrat der Ansicht, dass in Anbetracht der dem Staat vorbehaltenen Zuständigkeit im Bereich der Frequenzen eine differenzierte Regelung der Angelegenheit praktisch ausgeschlossen sei; die Zuteilung von Frequenzen sei von ein und derselben Obrigkeit zu verwalten, die auf internationaler Ebene die allgemeinen Normen für die Verwaltung der Frequenzen mitbestimmt. Schliesslich habe die Anwendung des Artikels 10 des Sondergesetzes mehr als eine nur nebensächliche Auswirkung auf die vorliegende Angelegenheit, die jede Form der mehrfachen, nicht nur konkurrierenden sondern auch angeblich ergänzenden Zuständigkeit offenbar unerwünscht mache.

Zur Abrundung seiner Argumentation stellt der Ministerrat fest, dass die angefochtenen Artikel 3, 10 und 11 des Gesetzes vom 30. Juli 1979 keine Zuständigkeitsüberschreitung beinhalten. In der Praxis seien die Artikel 3 § 1 und § 5, 10 und 11 des Gesetzes vom 30. Juli 1979 in der Praxis so aufzufassen, dass im Rundfunk- und Fernsehbereich bei nationalen ministeriellen schriftlichen Genehmigungen keine Frequenzen eingeräumt werden könnten und die von den privaten Rundfunk- und Fernsehstationen verwendete Ausrüstung nur nationalen technischen Vorschriften unterzogen werden könne, und zwar unter der vorherigen Bedingung der uneingeschränkten Beachtung der völligen Kulturautonomie der Gemeinschaften. Wenn der für den Funkverkehr zuständige Minister sich weigere, den Betreibern solcher Stationen entsprechende Frequenzen einzuräumen, überschreite er keine Zuständigkeit, sondern übe nur im Zusammenhang mit einem erreichten Sättigungspunkt, mit Störungen verursachendem Material oder mit sich aus der internationalen Koordination ergebenden Beschränkungen — alles Faktoren, die nicht die geringste kulturelle Auswirkung hätten — eine ausschliesslich nationale technische Zuständigkeit aus. Werde das Gesetz so ausgelegt, so erweise sich auch eine äusserst teilweise Nichtigerklärung aufgrund des Artikels 8 des organisierenden Gesetzes über den Schiedsgerichtshof als überflüssig. Trotzdem sei es nicht ausgeschlossen, dass der Ministerrat wegen der grösstmöglichen Klarheit und wegen der Rechtssicherheit erwäge, dem Parlament eventuell eine Anpassung des Gesetzes vom 30. Juli 1979 vorzulegen.

A.5.a. In ihrem Erwidierungsschriftsatz weist die Französische Gemeinschaftsexekutive an erster Stelle auf das, was ihr zufolge die Grundsätze für die Auslegung des Systems der Zuständigkeitsverteilung unter den jeweiligen Dekretgebern sei. Obwohl dieses System auf den ersten Blick auf dem Prinzip der ausschliesslichen Zuständigkeitszuweisung zu basieren scheint, sei dennoch einzuräumen, dass es einen Zuständigkeitsbereich gebe, der einerseits von der zentralen Obrigkeit und andererseits von den Gemeinschaften und Regionen bestritten werde. Zur Unterstützung dieser Auslegung zitiert die Exekutive die Rechtsprechung des Schiedsgerichtshofes, die ihr zufolge einige in diesem Zusammenhang bedeutende Hinweise enthalte. In all diesen Urteilen habe der Hof darauf verzichtet, auf die in Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 enthaltene Theorie der impliziten Zuständigkeiten Bezug zu nehmen.

b. Diese Auslegungsgrundsätze seien vom Hof — so der einschlägige Schriftsatz — im Urteil Nr. 7/80 vom 25. Januar 1980 zur Anwendung gebracht worden. Der Hof sei nämlich davon ausgegangen, dass die von der zentralen Obrigkeit vorgenommene Ausübung von einer ihrer Restkompetenzen nicht zur Folge haben könne, dass der Zuständigkeit der Gemeinschaften für das Rundfunkwesen Abbruch getan werde (2.B.3.). Diese Zuständigkeit impliziere jedoch das ausschliessliche Recht der Gemeinschaften, « die Politik in Sachen Privatrundfunk » zu bestimmen und « die entsprechenden Genehmigungen oder Anerkennungen zu erteilen ». Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat behaupte, habe der Hof Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht angewandt; vielmehr sei er — so die Französische Gemeinschaftsexekutive — davon ausgegangen, dass diese Zuständigkeiten in den allgemeinen Zuständigkeiten der Gemeinschaften im Bereich des Rundfunkwesens enthalten seien. Als Residualangelegenheiten aufgefasst, müssten diese Zuständigkeitszuweisungen als zweitangige « Residualangelegenheiten » aufgefasst werden — so suggeriert wenigstens der einschlägige Schriftsatz —, d.h. als Angelegenheiten, die insofern, als sie sich auf das Rundfunkwesen bezögen, nicht der zentralen Obrigkeit, sondern den Gemeinschaften unterstünden.

c. Dass sich der Ministerrat darauf berufe, dass die Vorrechte der Gemeinschaften von der nationalen Obrigkeit in der Praxis im engen Sinne ausgelegt würden, sei unerheblich — so die Französische Gemeinschaftsexekutive —, weil dies nicht verhindere, dass die zentrale Obrigkeit jederzeit gegen die ausschliesslichen Zuständigkeiten der Gemeinschaften verstossen könne.

d. Schliesslich behauptet die Französische Gemeinschaftsexekutive, dass der Ministerrat sich selbst widerspreche, wenn er einerseits suggeriere, dass der Hof die angefochtenen Rechtsnormen übereinstimmend auslege, und andererseits bemerke, dass es nicht undenkbar sei, dass der Ministerrat wegen der grösstmöglichen Klarheit und Rechtssicherheit dem Parlament eine Anpassung des Gesetzes vom 30. Juli 1979 vorlege.

Entweder — so die Gegenpartei — seien die angefochtenen Rechtsnormen nicht mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet und könnten sie übereinstimmend ausgelegt werden. Dann gebe es weder Anlass zur Nichtigerklärung der angefochtenen Artikel durch den Schiedsgerichtshof, noch zu neuen Gesetzesvorschriften.

Oder, wie der Hof in seinem Urteil 7/80 festgestellt und die erste klagende Partei behauptet habe, seien die angefochtenen Bestimmungen so formuliert, dass sie von der zentralen Obrigkeit begangene Eingriffe in die eigenen Zuständigkeiten der Gemeinschaften erlaubten. In diesem Fall seien die angefochtenen Bestimmungen für nichtig zu erklären, ohne dass eine hypothetische Änderung des Gesetzes vom 30. Juli 1979 abgewartet werde.

Bezüglich der Zulässigkeit

B.1. Artikel 4 des Sondergesetzes vom 8. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof bestimmt folgendes :

\* Dem Ministerrat und den Exekutiven der Gemeinschaften und Regionen wird eine neue sechsmonatige Frist für die Erhebung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 28bis der Verfassung erwähnten Regel eröffnet, wenn

1° (...)

2° der Hof auf eine ihm zur Vorabentscheidung vorgelegte Frage erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 26bis der Verfassung erwähnte Regel gegen eine Regel oder einen Verfassungsartikel verstößt, auf die sich Artikel 1 bezieht. Die Frist läuft ab dem Datum, ab dem das vom Hof gefällte Urteil dem Premierminister und den Vorsitzenden der Exekutiven notifiziert wird;

3° (...).

B.2. Zulässig sind die von der Französischen Gemeinschaftsexekutive am 11. Juni 1990 bzw. von der Flämischen Exekutive am 19. Juni 1990 erhobenen Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 10 Absatz 2 und 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979. Der Hof erklärte diese Artikel für zuständigkeitsüberschreitend im Urteil Nr., 7/90 vom 25. Januar 1990, von dem der Premierminister und die Vorsitzenden der Exekutiven am 30. Januar 1990 in Kenntnis gesetzt worden sind.

Ebenfalls zulässig ist die Klageschrift der Französischen Gemeinschaftsexekutive, soweit diese die Nichtigerklärung des Artikels 338 des Programmggesetzes vom 22. Dezember 1989 zur Abänderung des Artikels 1 des Gesetzes vom 30. Juli 1990 beantragt; diese Klage ist nämlich innerhalb der in Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 festgelegten Frist erhoben worden.

Bezüglich der Sache selbst:

B.3. Laut Artikel 59bis § 2 der Verfassung regeln die Gemeinschaftsräte durch Dekret — jeder in seiner Sache — die kulturellen Angelegenheiten. Artikel 59ter der Verfassung bestimmt das gleiche für den Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Angelegenheit des Rundfunk- und Fernsehens wurde bereits durch das Gesetz vom 21. Juli 1971 den Gemeinschaften — damals « Kulturgemeinschaften » genannt — übertragen. Der Schiedsgerichtshof ist also auf jeden Fall dafür zuständig, das Gesetz vom 30. Juli 1979 auf seine Übereinstimmung mit dieser Zuständigkeitsverteilungsvorschrift hin zu prüfen.

B.4. Genauso wie das Gesetz vom 21. Juli 1971 enthält das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seinem Artikel 4 eine Aufzählung der kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59bis der Verfassung bezieht, und erwähnt darunter zu 6° das Rundfunk- und Fernsehen mit Ausnahme der Ausstrahlung von Mitteilungen der Nationalregierung.

Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 zur Reform der Institutionen bestimmt seinerseits:

« Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59ter § 2 1° der Verfassung bezieht, sind die in Artikel 4 des Sondergesetzes erwähnten Angelegenheiten ».

B.5. Die vorgenannten Bestimmungen haben die Angelegenheit des Rundfunk- und Fernsehens in ihrer Gesamtheit den Gemeinschaften übertragen, abgesehen von der vom Sondergesetzgeber gemachten Ausnahme.

Um die Integration der jeweiligen Radiowellen in das Gefüge aller derer, die im Staatsgebiet ausgestrahlt werden, zu ermöglichen und Störungen untereinander zu vermeiden, muss die nationale Obrigkeit allerdings für die allgemeine Aufsicht über die Radiowellen sorgen.

Diese Aufgabe umfasst die Zuständigkeit, die technischen Normen in bezug auf die Zuweisung der Frequenzen und auf die Leistung der Sendegeräte zu erlassen, die ohne Rücksicht auf die Bestimmung für den gesamten Funkverkehr gemeinsam bleiben müssen, sowie die Zuständigkeit, eine technische Kontrolle zu organisieren und die Einhaltung dieser Normen unter Strafandrohung zu gewährleisten.

Die Ausübung dieser Zuständigkeit muss allerdings so geregelt werden, dass sie der Zuständigkeit der Gemeinschaften, die — wie oben festgestellt — grundsätzlich mit der Angelegenheit des Rundfunkwesens beauftragt sind, keinen Abbruch tun. Letzgenannte Zuständigkeit umfasst die Zuständigkeit, unter Beachtung der nationalen technischen Normen die für den Funkverkehr spezifischen technischen Aspekte zu regeln und Frequenzen einzuräumen. Die Gemeinschaften wenden alle — auch die nationalen — technischen Normen bei der Ausübung ihrer Genehmigungs- oder Anerkennungskompetenz an.

Den ergänzenden Zuständigkeiten ausübenden Behörden obliegt die Beurteilung, ob es angebracht ist, von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert am 8. August 1988, Gebrauch zu machen. Dieser Artikel bestimmt folgendes:

« Der Staat, die Gemeinschaften und die Regionen können Kooperationsabkommen abschließen, die sich unter anderem auf die gemeinsame Gründung und Verwaltung gemeinsamer Dienststellen und Institutionen, auf die gemeinsame Ausübung eigener Zuständigkeiten oder auf die gemeinsame Entwicklung von Initiativen beziehen ».

Artikel 3 des Gesetzes vom 30. Juli 1979

B.6. Artikel 3 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 bestimmt folgendes:

« § 1. Niemand darf im Königreich oder an Bord eines Seeschiffs, eines Binnenschiffs, eines Luftfahrzeugs oder jedes anderen Trägers, der dem belgischen Recht unterliegt, ein Rundfunksende- oder -empfangsgerät besitzen oder eine Funkstation bzw. ein Funknetz errichten oder betreiben, ohne die schriftliche Genehmigung des Ministers zu haben. Diese Genehmigung ist persönlich und widerruflich.

§ 2. Der König bestimmt die allgemeinen Vorschriften bezüglich der Gewährung und Widerrufung der in § 1 genannten Genehmigungen. Er kann bestimmen, in welchen Fällen diese Genehmigungen nicht erforderlich sind.

§ 3. Der Minister bestimmt die Verpflichtungen der Inhaber einer Genehmigung und die Bedingungen, die die erlaubten Funkstationen und Funknetze zu erfüllen haben. Er kann seine Zuständigkeit für die Gewährung und Widerrufung von Genehmigungen einem Beamten der Regie übertragen, der im nachstehenden sein Bevollmächtigter genannt wird.

§ 4. Die in § 1 genannten Genehmigungen sind weder für die öffentlichen Rundfunkanstalten erforderlich, noch für Funkstationen, die für militärische Zwecke oder im Hinblick auf die öffentliche Sicherheit durch die dem Verteidigungsminister unterstehenden Dienststellen, durch die Nordatlantikpakt-Organisation und durch die Alliierten Streitkräfte errichtet und betrieben werden.

§ 5. Privaten Rundfunkanstalten werden die in § 1 genannten Genehmigungen erst nach gleichlautender Stellungnahme der für das Rundfunkwesen — jeder in seiner Sache — zuständigen Minister erteilt ».

B.7. Das Funkverkehrsgesetz vom 30. Juli 1979 wurde zu einem Zeitpunkt verabschiedet, wo die Gemeinschaften keine eigenen Exekutiven hatten.

Ohne der Beurteilung der Übereinstimmung des Artikels 3 § 5 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 mit den zuständigkeitbestimmenden Vorschriften vorzugreifen, lese man die Wortfolge « für das Rundfunkwesen zuständigen Minister » folgendermassen: « Gemeinschaftsexekutiven ».

B.8. Auch unter Berücksichtigung dieser impliziten Änderung entsprechen die Bestimmungen des Artikels 3 nicht den die jeweiligen Zuständigkeit von Staat und Gemeinschaften festlegenden Vorschriften in der obigen Auslegung.

Nach dieser Auslegung und unter Beachtung der zu B.5. angegebenen Begrenzungen stellt der Privatrundfunk eine der Gemeinschaft zugewiesene Angelegenheit dar. Daher obliegt es ihnen und nicht der nationalen Obrigkeit, die entsprechenden Genehmigungen oder Anerkennungen zu erteilen, insofern die Gemeinschaften die nationalen Normen einhalten und die der nationalen Obrigkeit zustehende Kompetenz, die Einhaltung der im Sinne von B.5. und B.8. verkündeten technischen Normen zu gewährleisten, berücksichtigen.

Artikel 3 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 verletzt die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften insofern, als er die nationale Obrigkeit uneingeschränkt dazu ermächtigt, die technischen Normen bezüglich der privaten Rundfunksendungen festzulegen, und dieselbe Obrigkeit als die für die Erteilung der Betriebsgenehmigung an private Rundfunksender zuständige Obrigkeit bezeichnet.

Artikel 10 des Gesetzes vom 30. Juli 1979

B.9. Artikel 10 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 bestimmt folgendes :

« Der König legt die allgemeinen Verwaltungsverordnungen und die Polizeiverordnungen bezüglich des Funkverkehrs sowie die Verordnungen bezüglich dessen Schutzes fest, namentlich die technischen Vorschriften, die alle Geräte, die Funkstörungen verursachen können, erfüllen müssen.

Die allgemeinen Verwaltungsverordnungen, die das Rundfunkwesen betreffen, werden auf Vorschlag der für den Funkverkehr einerseits und für die Rundfunkanstalten der jeweiligen Gemeinschaft andererseits zuständigen Minister erlassen ».

Artikel 10 des Gesetzes vom 30. Juli 1979, dessen zwei Absätze untrennbar miteinander verbunden sind, verletzt die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften insofern, als die allgemeine Beschaffenheit der dem König erteilten Ermächtigung es der nationalen Obrigkeit ermöglicht, die Angelegenheit des Rundfunkwesens ausserhalb ihres Zuständigkeitsbereichs — wie zu B.5. dargelegt — zu regeln.

Artikel 11 des Gesetzes vom 30. Juli 1979

B.10. Bevor er durch Artikel 338 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 1989 abgeändert worden war, bestimmte Artikel 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 folgendes :

« Der König legt die Höhe der Gebühren fest, die die Antragsteller und Inhaber der in Artikel 3 § 1 genannten Genehmigungen zu entrichten haben. Er bestimmt die Zahlungsmodalitäten dieser Gebühren ».

Diese Bestimmung war mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, soweit sie sich auf die privaten Rundfunkanstalten bezog.

Da Artikel 11 des Gesetzes vom 30. Juli 1979 in seiner anfänglichen Fassung bis zur Abänderung in Kraft gewesen ist, soll er für nichtig erklärt werden.

B.11. Der durch Artikel 338 des Programmgesetzes vom 30. Juli 1979 bestimmt folgendes :

« Die Regie ist dazu ermächtigt, die Anwendung des vorliegenden Gesetzes und der zur Durchführung desselben angenommenen Erlasse zu überwachen.

Der König legt die Höhe der Gebühren fest, die die Antragsteller und Inhaber der in Artikel 3 § 1 genannten Genehmigungen an die Regie zu entrichten haben, um die Ausgaben infolge der Kontrolle über die Einhaltung ihrer Verpflichtungen und der ihren Rundfunkstationen und -netzen auferlegten Bedingungen zu decken, sowie für die Zurverfügungstellung einer oder mehrerer Frequenzen und das Recht, sie zu benutzen.

Er bestimmt die Zahlungsmodalitäten dieser Gebühren.

Dieser Artikel ist wirksam ab 1. Januar 1989 ».

Die Absätze 2 und 3 des Artikels 11 des Gesetzes vom 30. Juli 1979 in der Fassung des abändernden Artikels 338 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 1989 sind mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet, soweit sie sich auf die privaten Rundfunkanstalten beziehen.

Aus diesen Gründen :

Der Hof  
erklärt die Klage für zulässig und begründet  
und erklärt

1. Artikel 3 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 insofern, als er ohne Berücksichtigung der zu B.5. und B.8. angegebenen Begrenzungen die nationale Obrigkeit uneingeschränkt dazu ermächtigt, die Normen bezüglich der privaten Rundfunksendungen festzulegen, und dieselbe Obrigkeit als die für die Erteilung der Betriebsgenehmigungen an private Rundfunksender zuständige Obrigkeit bezeichnet;

2. Artikel 10 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 insofern, als die allgemeine Beschaffenheit der in Absatz 1 dem König erteilten Ermächtigung es der nationalen Obrigkeit ermöglicht, die Angelegenheit des Rundfunkwesens ausserhalb ihres zu B.5. dargelegten Zuständigkeitsbereichs zu regeln;

3. Artikel 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 vor seiner Abänderung durch Artikel 338 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 1989 und die Absätze 2 und 3 des Artikels 11 des Funkverkehrsgesetzes vom 30. Juli 1979 in der Fassung des abändernden Artikels 338 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 1989 insofern, als sich diese Bestimmungen auf private Rundfunkanstalten beziehen, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 7. Februar 1991.

Der Kanzler,  
H. Van Der Zwalmen

Die Vorsitzende,  
I. Pétry